

aussi faciliter l'harmonisation des politiques sociales et créer un cadre de discussion pour l'élaboration de mesures économiques fondées sur un partage de la souveraineté.

Mais les ACR présentent aussi certains risques. Du point de vue le plus général, ils mettent en péril le principe de non-discrimination qui est au fondement du système commercial multilatéral. Les règles commerciales deviennent de plus en plus complexes, leurs éléments pouvant faire l'objet de nombreuses combinaisons et permutations, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'OMC. La prolifération des ACR a créé un écheveau de règles et d'engagements qui posent des problèmes notoires de coordination et de systématisation, lesquels freinent souvent la mise en œuvre et l'évolution de ces arrangements dans la pratique. Que l'on songe par exemple aux à-coups et arrêts de l'histoire des arrangements régionaux en Afrique, ainsi qu'à la série des accords conclus entre les Communautés européennes d'une part, et d'autre part les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Les ACR Nord-Sud sont une donnée relativement nouvelle. La théorie économique induit à penser qu'ils peuvent procurer des gains économiques supérieurs à ceux des arrangements Sud-Sud, du fait de l'écart plus grand entre les niveaux de revenu et de productivité des parties. Cependant, les accords Nord-Sud récemment conclus prévoient beaucoup plus que l'accès préférentiel des exportations de marchandises des parties aux marchés les unes des autres qui génère de tels gains. La plupart de ces accords comportent maintenant des dispositions dépassant de beaucoup le champ de l'accès aux marchés, dont le caractère ou les effets probables n'ont guère fait l'objet d'un examen systématique. On voit donc que, dans leur désir d'élargir leur accès aux marchés, les pays en développement risquent de négocier des accords sans savoir exactement à quoi ils s'engagent. Est-ce qu'ils négocient, pour emprunter le titre d'un film de Kubrick, « les yeux grands fermés »?

Pour bien mesurer les risques que comportent les ACR, les décideurs des pays en développement doivent se mettre à même de répondre à de nombreuses questions :